

Un autre mur doit tomber, celui de l'argent totalitaire !

2 000 à Lille le 17 octobre

pour l'emploi et le pouvoir d'achat,
contre la privatisation de la poste. Lire page 2



édito

● Partout dans le monde comme à Berlin il y a 20 ans, il faut que les murs tombent... Tous les murs ! Et d'abord celui de la faim qui accable chaque jour en 2009, un milliard d'êtres humains.

Mais aussi celui de l'accès à l'eau potable dont des centaines de millions de femmes et d'hommes sont privés.

Celui qui sépare la Palestine d'Israël, avec l'approbation tacite des grands de ce monde.

Celui qui court d'un océan à l'autre entre le Mexique et les Etats-Unis, gardé par des milices.

A bien y réfléchir, c'est partout, le même mur ; celui de l'argent totalitaire qui exploite, avilit, dresse les peuples les uns contre les autres.

Et il porte largement la responsabilité du chômage ou de la précarité qui frappent dans notre pays, 7 millions de femmes, de jeunes et d'hommes vivant sous le seuil de pauvreté.

Arcelor Mittal qui vient d'annoncer 631 millions de profits au 3^e trimestre 2009, a supprimé 39 000 postes en un an. BNP Paribas revendique 1,3 milliard de bénéfices en trois mois. La Société Générale 426 millions...

Et l'emploi continue de s'effondrer tandis que le gouvernement promet de nouveaux trimestres noirs pour 2010.

Il faut mettre ces profits considérables, mettre l'argent au service des besoins de la société et de l'intérêt général ; au service de l'emploi, de la formation, de la santé, de l'environnement...

Ensemble, rendons ces exigences incontournables, ici et maintenant, en France et dans le Nord / Pas-de-Calais, pour briser le mur de l'injustice et des gâchis, soutenir l'essor de notre Région, le bien-être et la dignité de ses habitants.

Elections régionales 2010 : c'est parti !

**UNE AUTRE AMBITION
POUR NOTRE RÉGION**

Tous au **MEETING**

avec **ALAIN BOCQUET**

Samedi 28 nov. 15 h Gayant Expo - Douai



2000 à Lille (suite)



Venus d'Arras, Maubeuge, Lens, Douai, Calais, Valenciennes... plus de deux mille personnes ont parcouru le 17 octobre le Centre ville de Lille à l'appel du Parti Communiste Français pour la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat. Un an après le pic de la crise financière à l'automne 2008 cette manifestation était une caisse de résonance des difficultés provoquées par la logique capitaliste et de l'esprit de résistance qui anime les salariés du privé comme du public et les citoyens bien décidés à ne pas s'en laisser compter.



Le samedi 17 octobre était aussi journée nationale d'action pour l'égalité et les droits des femmes.

L'INDUSTRIE, C'EST LA VIE !

Alain BOCQUET interpelle le ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi lors de la séance des questions aux gouvernement du 3 novembre dernier à l'Assemblée nationale.

« Les Etats généraux de l'industrie surviennent dans un contexte marqué par l'envol des profits bancaires et l'effondrement de l'emploi ; 45 000 inscrits de plus à Pôle emploi en septembre. Votre gouvernement prêche le fatalisme alors que l'industrie détruit 20.000 emplois par mois, et que bassins d'emploi et régions comme le Nord / Pas-de-Calais, s'enfoncent dans ce marasme ! Dans certains arrondissements de celle-ci, le taux de chômage dépasse les 16 %, pire, 22% en ce qui concerne les jeunes de moins de 25 ans.

La France n'a pas de politique industrielle. Elle ne tire de son industrie que 12% de sa richesse, une misère ; deux fois moins que l'Allemagne et moins aussi que l'Italie ou le Royaume-Uni.

Votre obsession court-termiste de supprimer la taxe professionnelle ne va qu'aggraver les choses, avec la chute de l'investissement public et la coupure du lien entreprise-territoire. Il faut retirer ce projet rejeté par une majorité d'élus locaux et non des moindres comme en témoigne la contestation de trois anciens Ministres de votre majorité.

Une vraie politique industrielle exige la création d'un pôle public de financement de l'économie, l'instauration d'un crédit bancaire sélectif, la fin des cadeaux versés en milliards incontrôlés aux grands groupes.

Il faut refuser les licenciements boursiers, les licenciements sans reclassement, créer un système d'emploi-formation, financer la recherche, plus mal servie qu'en 2002 ! Il faut ouvrir des droits dans l'entreprise, associer les salariés et leurs élus aux choix de gestion. La journée d'action des salariés de la métallurgie, l'automobile, l'énergie, les transports, l'agroalimentaire, le 22 octobre à Paris portait ces exigences. Voilà quelques propositions dont devrait s'inspirer votre gouvernement. Oui, l'industrie c'est la vie ! »

LA POSTE.

L'action continue contre la privatisation et pour l'organisation d'un référendum



Plus de 2,3 millions de personnes ont participé à la votation citoyenne sur l'avenir de La Poste. Le Non à la privatisation a recueilli 90%. C'est dire l'attachement des Français à cette institution devenue service public d'Etat sous la Révolution. Du Parlement aux mairies, les élus communistes restent mobilisés pour obliger le gouvernement à tenir compte de ce message et organiser un référendum.

Les promesses gouvernementales de rendre La Poste « imprivatisable » ne tiennent pas. L'expérience d'EDF, GDF, France Télécom en témoigne : à l'évidence, la transformation en Société Anonyme prépare la privatisation. C'est d'autant plus inacceptable que, si l'Europe oblige à ouvrir le marché postal à la concurrence, elle n'exige en aucun cas de privatiser La Poste. En cas de référendum, 75 % des Français se prononceraient contre la privatisation de la Poste (Sondage CSA). De quoi expliquer la peur du gouvernement face à l'expression populaire, et motiver encore plus tous ceux qui veulent préserver, développer et moderniser le service public.

Pour les banquiers, la vie est belle !

« Alors qu'elle a reçu 5 milliards d'euros d'aides publiques, BNP Paribas a annoncé jeudi en avoir provisionné un milliard pour ses traders », annonce tranquillement l'Expansion du 6 août 2009. La Société Générale fait de même, mais sans annoncer de chiffres. Pourquoi se gêner ? A la City de Londres, les bonus distribués à tous les Jérôme Kerviel britanniques sont en hausse de 50% cette année, pour atteindre 6,65 milliards d'euros. Vous avez dit crise ? Quelle crise ? Le nombre de familles inscrites aux registres du surendettement explose, les étudiants peinent à vivre, quantité de petites entreprises sont prises à la gorge par manque de trésorerie.. Et alors ? On ne change pas un système qui profite aux puissants.

A l'évidence, ceux qui contrôlent le capital des banques n'ont d'autres ambitions que de s'en mettre plein les poches. La démonstration est faite qu'il ne peut y avoir de banque au service de l'intérêt général et du bien commun si elles ne relèvent pas de la propriété publique et citoyenne. A quand le grand pôle bancaire public réclamé depuis vingt ans par le Parti Communiste Français ?

Qui a dit ?

« Nous veillerons à ce que les profits des banques viennent renforcer en priorité le capital »

Christian NOYER

Gouverneur de la Banque de France ; Les Echos du 29 octobre 2009

Les cheminots de la gare de triage de Somain ont « écologiquement » raison

Un millier de personnes ont manifesté samedi 7 novembre contre le projet de fermeture de la gare de fret de Somain. Les responsables nationaux de la CGT, de SUD rail, de la FGAAC-CFDT étaient tous présents, soutenus par de nombreux élus dont les députés Jean Jacques CANDELIER et Alain BOCQUET qui ont interpellé le Premier ministre : « Que reste-t-il des perspectives que dessine le Grenelle de l'environnement quand la SNCF est laissée libre d'arrêter l'activité wagon isolé en France (80 % de l'activité du triage de Somain), et de jeter sur les routes 1 500 000 camions supplémentaires sur la période 2010-2011. ». Oui le risque est réel de voir la gare de Somain connaître le même sort que celles de Saint-Pierre des Corps et Limoges... liquidées malgré les promesses du gouvernement. D'autant que 400 salariés sont concernés sur ce site. Le projet annoncé par le gouvernement, dont les ministres de notre région, Jean Louis BORLOO et Valérie LETARD tournent complètement le dos aux discours charmeurs sur l'écologie. Ce sont les cheminots qui ont « écologiquement » raison, ils doivent être entendus.



1 500 000 camions en plus sur les routes d'ici 2011.

SANTÉ



De la **carte vitale** à la **carte bleue**

→ Quand l'Amérique d'Obama se bat pour que tous les citoyens puissent se soigner, ici, notre Sécurité sociale est sévèrement remise en cause par les adeptes du chacun pour soi, et avec lui tout le modèle social français. Le Medef n'en fait pas mystère. Son ancien Vice-président, Denis Kessler, écrivait dès 2007 dans *Challenges* à propos des réformes gouvernementales : « (...) Elles peuvent donner une impression de patchwork (...) : statut de la fonction publique, régime spéciaux des retraites, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme (...) Il y a une profonde unité à ce programme ambitieux (...) Il s'agit de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ! » Force est de constater que cette « ambition » s'imprime de plus en plus dans la réalité.

La loi de financement de la Sécurité sociale prévoit de nouveaux remboursements de médicaments de 35 à 15%, une augmentation du forfait hospitalier de 16 à 18 euros, en même temps qu'est annoncée la suppression de près de **deux cents** blocs opératoires dans des hôpitaux de proximité.

On imagine les conséquences dans une région comme le Nord / Pas-de-Calais, touchée il y a peu par la diminution des services d'urgence et qui souffre déjà d'inquiétants retards en matière de santé. Elle détient le triste record de mortalité. Cette désertification médicale mettrait des milliers de personnes hors de portée du geste qui soigne et qui sauve, dans les cas d'urgence.

Malades à vos porte-monnaie, les assurances privées elles se frottent déjà les mains !

Et pourtant... !

48,2 milliards

... d'euros. Ce serait l'**excédent** de la Sécurité Sociale si les entreprises cotaient sur leurs revenus financiers.

Les revenus financiers sont aujourd'hui exonérés de cotisations sociales. Une cotisation basée sur les taux des cotisations patronales actuelles rapporterait 71,7 milliards d'Euros.

Sur la base des revenus financiers 2008 cela donnerait :

- **35,1 milliards** pour la maladie.
- **22,2 milliards** pour la retraite.
- **14,4 milliards** pour la famille.

De quoi mener une politique sociale active ! Contrairement à ce que l'on aimerait nous faire croire, ce n'est donc pas notre modèle de protection sociale basé sur la solidarité qui est obsolète. C'est une minorité de nantis qui n'en veut plus.



La grève du lait est devenue le geste ultime et désespéré des producteurs de lait qui travaillent à perte. Comment vivre avec un prix du lait entre 26 et 28 centimes d'euro le litre ? Symbole d'un monde qui marche sur la tête quand sur notre planète un milliard de personnes souffrent de faim.

Alain Bruneel, président des élus communistes et apparentés au Conseil régional

Nous avons été les « porte-parole » du peuple

■ **Quel bilan tire le groupe communiste que vous dirigez après l'élection de votre prédécesseur, Eric Renaud, au Conseil Général ?**



AB : Les Conseillers régionaux communistes ont travaillé en respectant les engagements pris avec les citoyens en 2004. A savoir : **être des élus à l'écoute, présents à leurs côtés, avec comme préoccupation première de répondre à leurs besoins et aspirations, particulièrement en matière de défense de l'emploi et du pouvoir d'achat.** Dans cet état d'esprit, nous avons fait des propositions pour que la région soit un lieu de résistance face à la politique du gouvernement et du Medef ; pour que celle-ci s'engage fermement contre les licenciements et fermetures d'entreprises mais aussi pour qu'elle soit le relais, le prolongement des luttes des salariés du privé et du public. En ce sens, nous avons été les « porte-parole » du peuple.

■ **En quoi avez-vous été utiles au cours du mandat ?**

AB : **Sans participer à la gouvernance de la Région, nous avons toujours pesé pour favoriser les choix de gauche de la majorité, par exemple :** le développement durable, l'aménagement du territoire, le transport ferroviaire des voyageurs.

En revanche, nous nous sommes opposés à un certain nombre de décisions qui accompagnaient les politiques gouvernementales libérales comme : l'augmentation des impôts, la taxe régionale sur les carburants (TIPP), les transferts de compétences qui confient de nouvelles missions à la région sans compensation financière de l'État (ports, aéroports) ainsi que le changement de statut des personnels enseignants de l'Éducation nationale (TOS) ; La régionalisation de la santé qui accompagne la réforme des hôpitaux...

Par notre ténacité, nous avons obtenu des avancées même s'il en reste d'autres à conquérir. La mise à l'œuvre d'un dispositif qui sécurise le parcours professionnel et la création d'un service public de formation. La modération et le gel de la fiscalité qui ampute le pouvoir d'achat des ménages. La mise en place d'un contrôle d'aides publiques attribuées aux entreprises et l'intégration des représentants des salariés au sein de la gouvernance des pôles de compétitivités. La pérennisation de 450 emplois précaires équivalents temps plein dans les lycées. La mise en place de l'école de la 2^e chance, l'augmentation du chèque-livre, le maintien de la gratuité des transports pour les lycéens et des moyens supplémentaires pour l'accès à l'enseignement supérieur.

Pour permettre à tous d'accéder au sport et à la culture, l'enveloppe budgétaire a été augmentée. **Notre groupe, composé de 19 élus a toujours fait valoir son originalité, son autonomie et son sens des responsabilités en faisant le choix de ne pas participer à l'exécutif régional.**

■ **Quels sont d'après vous l'obstacle ou les obstacles les plus importants à faire reculer ?**

AB : **La politique de la droite au pouvoir est de plus en plus « brutale »** humainement, socialement, démocratiquement et écologiquement parlant. Et la réforme des collectivités territoriales à laquelle s'ajoute la suppression de la taxe professionnelle va encore faire reculer la démocratie, et diminuer les moyens financiers des communes, des assemblées départementales et régionales. Il faut s'y opposer, résister, promouvoir l'intervention de la population et du monde du travail, rassembler pour faire « autre chose » et « autrement ». Le Conseil régional doit s'y engager.

Pour notre part nous avons bien l'intention de poursuivre nos efforts et plus nous aurons un large soutien citoyen, plus nous pourrions amplifier notre démarche.

Elections Régionales de mars 2010 :

Les communistes proposent à Alain Bocquet de conduire une liste « grand angle »

Les responsables locaux et les élus du Parti Communiste Français étaient réunis en Conférence régionale ce samedi 14 novembre à Lille, sous la présidence de Eric Corbeaux et Hervé Poly, secrétaires départementaux du Nord et du Pas-de-Calais.

Ils ont proposé à Alain Bocquet de conduire une liste de large rassemblement au 1^{er} tour de l'élection régionale.

Les participants ont également souligné la dégradation de la situation économique dans cette région qui subit de plein fouet la crise actuelle. C'est dans ce contexte que les Français sont appelés à voter en mars prochain.

Comment résister à la crise et donner plus de forces à notre région ?

Comment redonner de la dignité à tous ceux qui se sentent souvent bafoués dans les droits les plus élémentaires, en matière d'emploi, de santé, de logement ?

Les élections régionales auront lieu les dimanches 14 et 21 mars 2010

Vous pouvez vous inscrire sur les listes électorales jusqu'au 31 décembre 2009.

Les jeunes qui auront 18 ans avant le 14 mars sont censés être inscrits automatiquement sur les listes électorales. Nous vous invitons à le vérifier en vous rapprochant de la mairie de votre domicile.

Comment défendre les ambitions de la population et des salariés ? Comment mieux utiliser et mettre en valeur les atouts formidables du Nord / Pas-de-Calais ?

C'est pour affronter ces enjeux que les communistes appellent à la **constitution d'une liste de large rassemblement dès le 1^{er} tour, un rassemblement allant bien au-delà du Front de Gauche constitué à l'occasion des élections européennes de juin dernier qui ont vu la réélection de Jacky Hénin au Parlement européen.**

Cette liste fera une large place aux militants du mouvement social, à des maires de différentes sensibilités, aux élus locaux, à des personnalités du mouvement associatif, culturel qui, dans leur diversité, partagent l'urgence d'agir en se rassemblant.

Il faut noter qu'au cours d'une conférence de presse dès le 22 septembre, Marc Dolez, député du Nord et cofondateur du Parti de Gauche avec Jean Luc Mélenchon déclarait qu'Alain Bocquet « ferait une excellente tête de liste ».

Alain Bocquet, le Maire de Saint-Amand-Les-Eaux, cité thermale en pleine expansion, avait créé la surprise lors des élections régionales en 2004. Il sera l'un des animateurs du meeting régional, le samedi 28 novembre à Douai où vous êtes tous conviés à participer.

Comme partout en France, ces propositions seront entérinées par les communistes les 20 et 21 novembre.

**POUR MA RÉGION
NORD / PAS-DE-CALAIS**

**DEBOUT ! JE VEUX ÊTRE
DANS LE COUP !**

Tout en gardant mes convictions, je souhaite soutenir l'action d'Alain Bocquet en participant au comité de soutien.

Nom

Prénom

Adresse

Mail

Signature :

Pour toute correspondance, écrire ou téléphoner à :
Comité de soutien à Alain Bocquet,
18 rue d'Inkermann - BP 1233 - 59013 Lille cedex - ☎ 03 20 63 08 08
ou 66 rue de la Gare - 62300 Lens - ☎ 03 21 08 12 12

Elections régionales de mars 2010

SOLIDAIRE & DEBOUT

MEETING

SAMEDI 28 NOVEMBRE

15 H - DOUAI - GAYANT EXPO

PCF

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

J'apporte mon soutien financier

Nom

Prénom

Adresse

Mail

Je verse

Chèques à libeller et à renvoyer à :

Pour le Nord : ADF PCF 59 - 18 rue d'Inkermann - BP 1233 - 59013 Lille cedex
Pour le Pas-de-Calais : ADF PCF 62 - 66 rue de la Gare - 62300 Lens